

PRÉFECTURE DU VAR

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES LOCALES**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES AFFAIRES MARITIMES**

**ARRETE COMPLEMENTAIRE EN DATE DU 2 décembre 2008
PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'AUTORISATION
D'EXPLOITATION DE L'INSTALLATION
DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX,
AU LIEU-DIT "ROUMAGAYROL", PAR LA
SOCIETE VAROISE DE TRAITEMENT MODERNE DES DECHETS**

(SOVATRAM)

SUR LA COMMUNE DE PIERREFEU

Le Préfet du VAR,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté du 6 novembre 2003 autorisant la Société Varoise de Traitement Moderne des Déchets (SOVATRAM) du Groupe PIZZORNO à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux au lieu-dit "Roumagayrol" à Pierrefeu, complété par arrêté du 28 septembre 2007,

Vu la lettre du 20 novembre 2008 par laquelle le Groupe PIZZORNO sollicite la modification des conditions d'exploitation du centre de stockage précité pour y permettre l'accueil des déchets habituellement acheminés sur le site du Balançan au Cannet des Maures,

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées auprès de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 27 novembre 2008,

Considérant l'arrivée à terme de l'autorisation d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux du Balançan au Cannet des Maures,

.../...

Considérant la procédure d'instruction en cours en vue de l'ouverture d'un nouveau site de stockage (site n°4) au lieu-dit "Le Balançon" au Cannet des Maures,

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent au redéploiement des déchets acceptés au centre du Balançon jusqu'à l'aboutissement de la procédure PIG engagée par l'arrêté du 15 juillet 2008,

Considérant que pendant cette période transitoire, le site de Roumagayrol est susceptible d'admettre une quantité supplémentaire de déchets non dangereux à hauteur de 50 000 tonnes,

Considérant que les prescriptions du présent arrêté préservent les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

A R R E T E

ARTICLE 1

La Société Varoise de Traitement Moderne des déchets (SOVATRAM), dont le siège social est situé BP 155, 109 rue Jean Aicard - 83004 Draguignan Cedex, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date des 6 novembre 2003 et 28 septembre 2007, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à continuer à exploiter sur le territoire de la commune de Pierrefeu-du-Var, au lieudit "Roumagayrol", son installation de stockage de déchets non dangereux selon les dispositions mentionnées ci-après.

ARTICLE 2 - COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

En sus de la quantité annuelle maximale de déchets admissibles, telle que fixée à l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation en date du 6 novembre 2003 (100.000 T), il peut être admis sur ce site une quantité supplémentaire maximale de déchets non dangereux de 50.000 tonnes selon les modalités suivantes :

- ces tonnes supplémentaires de déchets peuvent être apportées sur une période allant de la date de notification du présent arrêté jusqu'au 30 juin 2009

- l'origine géographique de provenance de ces déchets supplémentaires est limitée aux cantons et communes dont les déchets sont déjà susceptibles d'être réceptionnés sur le site de la décharge du Balançon sise au Cannet-des-Maures, à savoir :

.../...

Cantons : Aups, Barjols, Besse-sur-Issole, Brignoles, Callas, Collobrières, Comps-sur-Artuby, Cotignac, Cuers, Draguignan, Grimaud, La Roquebrussanne, Le Luc-en-Provence, Lorgues, Rians, Saint-Maximin-la-Saint-Baume, Saint-Tropez, Salernes et Tavernes

Communes : La Londe-Les-Maures et Le Muy.

- la nature de ces déchets supplémentaires doit être strictement identique à celle des déchets déjà admis sur ce site (cf l'article 2.3 de l'arrêté du 6/11/2003) et resteront expressément dans la catégorie des "non dangereux".

- une traçabilité de ces déchets supplémentaires est assurée selon les mêmes modalités que celles des déchets déjà admis (inscriptions sur le registre prévu à l'article 3.3 de l'arrêté du 6/11/2003). Un bilan mensuel des tonnages reçus pendant cette période sera individualisé et intégré au rapport trimestriel d'activité qui est établi par l'exploitant et adressé à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 3

La présente décision sera notifiée au pétitionnaire.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Pierrefeu et pourra y être consultée.

Un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Pierrefeu.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Toulon :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,

.../...

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes, ce délai étant, le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 5

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

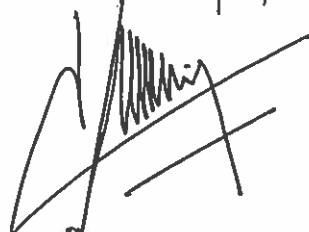
Le Maire de Pierrefeu,

L'Inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Mme la Directrice départementale de l'Equipeement, MM. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours, le Directeur Régional de l'Environnement, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var.

Toulon, le - 2 DEC. 2008

Le Prefet,



Jacques LAISNÉ